



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Refacturation des charges de fonctionnement aux budgets annexes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

6 budgets forment le cadre budgétaire de Montpellier Méditerranée Métropole : un budget principal et 5 budgets annexes (transports, assainissement, service public de l'assainissement non collectif - SPANC, parking et eau potable). Les budgets annexes ont vocation à porter l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à un service public identifié : toutes les dépenses et recettes qui participent aux investissements ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation, dont la masse salariale, et toutes les recettes encaissées auprès des usagers de ces services.

Cependant, il peut arriver qu'une part des charges d'exploitation soit portée par un autre budget :

- Ainsi un budget annexe peut porter les charges de personnel d'un autre budget annexe (cas de l'assainissement avec le SPANC) ;
- Dans la même logique le budget principal porte les charges de personnel dès lors que les missions d'un agent ne sont pas totalement dédiées au budget annexe (cas du budget annexe parking par exemple) ;
- Le budget principal porte en outre les dépenses de personnel des agents dédiés aux fonctions supports : finances, juridique, ressources humaines informatique, bâtiment ;
- Enfin, le budget principal globalise les charges de structure : dépenses de fonctionnement des services de la Métropole (énergie, téléphonie, entretien et réparation des bâtiments, nettoyage des locaux, parc auto, eau, petites fournitures, assurance).

Il convient dès lors de fixer des règles de refacturation afin que l'équilibre des 6 budgets reflète au mieux les charges relatives à leur service.

Il est proposé d'établir les critères de refacturation ci-dessous :

- Les charges de personnel dédié aux services établis en budget annexe seront intégralement refacturées chaque année sur la base des coûts réels ;
- Les fonctions supports affectées à ces services seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 6 % de la masse salariale du budget annexe (que celle-ci soit directement portée par le budget annexe ou par un autre budget) ;
- Les charges de structures relatives à ces budgets annexes seront refacturées par le budget principal aux budgets annexes à hauteur de 3 % du coût de la masse salariale augmentée du coût des fonctions supports.

La refacturation proposée est ainsi établie en cohérence avec les taux de 6 % pour les fonctions supports et de 3 % pour les charges de structure sont les taux validés par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), lors des précédents transferts de compétences entre les Communes et la Métropole.

Ainsi en 2020, les éléments refacturés et les montants estimés sont les suivants :

| | Montants estimés |
|----------------------|---|
| BA ASSAINISSEMENT | Masse salariale (MS) = 2 900 000 € (portée par le budget annexe) Fonctions supports (6 %) = 174 000 € Charges de structure (3 %) = 92 220 € Total = 266 220 € refacturés par le budget principal |

| | |
|--------------|--|
| BA TRANSPORT | MS = 345 000 € (portée par le budget annexe) 6 % = 20 700 € 3 % = 10 971 € Total = 31 671 € refacturés par le budget principal |
| BA PARKING | MS = 13 500 € (portée par le budget principal) 6 % = 810 € 3 % = 429 € Total = 14 739 € refacturés par le budget principal |
| BA SPANC | MS = 45 000 € (portée par le budget annexe assainissement) 6 % = 2 700 € 3 % = 1 431 € Total = 49 131 € dont 45 000 € refacturés par le BA assainissement et 4 131 € refacturés par le budget principal |

Ces montants seront évalués chaque année et inscrits au budget selon les critères indiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe de refacturation entre les différents budgets ;
- d'approuver les modes de calcul indiqués ci-dessus ;
- de prévoir les crédits nécessaires sur les budgets de la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces refacturations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-149013-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.